

France Industrie réclame un grand ministère de l'Industrie

« Les industriels réclament un grand ministère », titre **L'Opinion**, rapportant, comme le fait également **La Correspondance Economique**, que **France Industrie** a présenté hier ses trois priorités pour la campagne : 35 milliards d'euros de baisses d'impôts de production pour retrouver souveraineté et compétitivité, la prolongation des aides à la décarbonation pour la transition écologique et le renforcement des compétences via l'apprentissage et la formation professionnelle. Les oreilles d'Agnès Pannier-Runacher ont dû siffler, alors que la ministre entamait une réunion de travail avec son cabinet, estime le quotidien. Au même moment, **le vice-président de France Industrie, Patrice Caine**, n'a pas mâché ses mots. « Il serait important et efficace d'avoir en face de l'industrie un interlocuteur de poids, crédible. Un ministère de plein exercice en charge de l'industrie, qui n'existe plus depuis des années. Pas seulement au sens de l'industrie industrielle, mais un ministère qui rassemblerait toutes ses composantes : l'énergie, pourquoi pas le transport, jusqu'à l'innovation et la recherche. (...) Nous avons besoin d'interlocuteurs compétents », a aligné le PDG de Thalès. La ministre déléguée à l'Industrie, qui ne ménage pas sa peine pour porter ses nombreux sujets, appréciera, juge **L'Opinion**. En réalité, la puissance publique dans son ensemble en a pris pour son grade hier. « On traverse une crise énergétique assez significative, qui est aussi la conséquence de choix qui ont été faits ces dix ou quinze dernières années, pas tous marqués par un sens de l'anticipation et des vrais enjeux vu de l'industrie. On aurait pu faire mieux en termes de prise de conscience de nos difficultés », a taclé à son tour **Alexandre Saubot**, ancien président de l'UIMM. Pour l'heure, « le fait qu'énergie et industrie soient traitées dans deux ministères différents, avec des agendas dont on a pu constater ces dix dernières années que les objectifs étaient rarement alignés, complique énormément le travail, est obligé de constater Alexandre Saubot. Le tout, à un moment critique où ça n'est plus possible vu l'importance des enjeux. La bonne coordination entre les deux est un élément clé pour ce que l'on veut faire. » (**L'Opinion**, p.6, **La Correspondance Economique**, p.26)

« Ce que réclament les industriels pour le prochain quinquennat », titre **Les Echos**, alors que France Industrie réclame un nouveau « choc d'offre ». Si le thème de la réindustrialisation du pays fait largement consensus dans la classe politique, ce n'est pas pour autant que celui-ci a réussi à émerger dans la campagne, ajoute le quotidien. « Nous sommes à un moment clé et le quinquennat qui s'ouvre sera décisif pour l'industrie française. Nous sommes convaincus qu'il y a une dynamique à lancer, certains diront à

poursuivre selon l'appréciation que l'on a du quinquennat actuel », a souligné jeudi Alexandre Saubot, le président de France Industrie, pour lequel, « le surcroît de charges est la principale raison à la désindustrialisation vécue depuis trente ans ». Comme le Medef ou l'UIMM, France Industrie demande donc une baisse des impôts de production de 35 milliards d'euros, qui se rajouterait à la première coupe de 10 milliards décidée à l'été 2020 par l'exécutif. L'UIMM réclame de son côté à la fois une réduction des impôts de production et 17 milliards de cotisations patronales en moins, rappelle le quotidien. Sanctuariser le crédit d'impôt recherche France Industrie fait également partie des propositions pour accompagner les transitions écologique et numérique. Enfin, France Industrie réclame un effort particulier pour redonner de l'autonomie aux partenaires sociaux pour la gestion de la formation continue et d'aller vers une fusion des contrats d'alternance et d'apprentissage. (Les Echos, p.3)

« Des usines en pleine campagne », titre **L'Opinion**, pour son éditorial signé Olivier Auguste, soulignant l'intérêt de tous les candidats à la présidentielle pour le thème de la réindustrialisation. La classe politique en a enfin pris conscience : qui dit usine dit emplois, pouvoir d'achat, revitalisation des territoires, services et commerces induits. (L'Opinion, p.1)